

## **Myanmar : La Protection des droits des femmes migrantes et des personnes s'identifiant comme LGBTQI dans les bidonvilles industriels pendant les mesures de confinement imposées par le gouvernement et le coup d'État militaire.**

Pendant les mesures de confinement imposées par le gouvernement du Myanmar pour contrôler la propagation du COVID-19, une petite organisation de la Société Civile (OSC) a travaillé en coalition avec d'autres OSC, des organisations non gouvernementales (ONG) locales et des groupes d'avocats. Leur objectif était de défendre les droits et de répondre aux besoins fondamentaux des femmes migrantes et des personnes LGBTQI travaillant dans les bidonvilles qui se sont développés autour des usines textiles dans les centres commerciaux du Myanmar.

En raison de la situation actuelle au Myanmar, où des millions de personnes résistent courageusement à un coup d'État militaire, les membres des OSC qui avaient activement travaillé à la protection de l'espace civique sous le gouvernement élu sont pour la plupart en exil, se cachent ou ont pris les armes. Être lié de quelque manière que ce soit à une OSC en ce moment, c'est courir un grave danger.

Par conséquent, le nom réel de l'OSC et de la personne interrogée ne sera pas utilisé. Tout au long de cette étude de cas, nous appellerons l'OSC "**Basic Rights, Myanmar**" (BRM) et la personne interrogée "**Aung**". "

### **Résumé exécutif**

Cette étude de cas contient deux histoires :

1. **Confinement, protestations et faim** : L'histoire de la façon dont les mesures nationales et locales de confinement mises en place par le gouvernement du Myanmar pour ralentir la propagation du COVID-19 se sont croisées avec une absence de protection adéquate dans la loi, les systèmes et la pratique pour certaines des personnes les plus vulnérables du Myanmar, et le travail d'une OSC du Myanmar (BRM) pour maintenir les droits des femmes et les droits LGBTQI à l'ordre du jour et combler ces lacunes.
2. **Solidarité, menace et espoir** : L'histoire des défis et des dangers rencontrés par les femmes migrantes, les personnes s'identifiant comme LGBTQI et cette OSC depuis que les militaires du Myanmar ont pris le pouvoir en février 2021, et leurs réponses.

### **1. Confinement, protestations et faim :**

#### **Quel était le contexte et quels étaient les besoins à satisfaire ?**

##### Contexte avant le début de COVID-19 :

D'immenses bidonvilles où l'eau potable, les installations sanitaires, les soins de santé et l'éducation sont limités s'étendent aux abords des centres commerciaux du Myanmar. Les habitants sont souvent des personnes qui ont fui les conflits ou les catastrophes naturelles dans d'autres régions du Myanmar, et ils saisissent toutes les occasions de gagner un peu d'argent pour nourrir leur famille. L'industrie du vêtement - qui a explosé au Myanmar ces dernières années - est l'un des principaux employeurs de ces migrants internes.

Les femmes migrantes occupent une position très précaire dans la société. Malgré les nouvelles lois qui reconnaissent et traitent dans une certaine mesure les violences basées sur le genre qui prévalent dans la société patriarcale, dans la pratique, les femmes sont très peu protégées. Les taux de violences domestiques sont élevés. Les OSC ont travaillé dur pour faire évoluer la situation, mais les militants affirment que même les nouvelles lois ne "éradiqueront" pas les attitudes bien ancrées et les failles chroniques du système judiciaire.

Les travailleurs migrants sont théoriquement protégés par la loi au Myanmar, mais leurs droits sont souvent bafoués dans la pratique, malgré le long travail des syndicats locaux et des groupes de défense des droits des travailleurs pour accroître leur protection. Le lien entre les entreprises, l'armée et les amis de l'armée - qui sont restés pour la plupart en dehors de la loi, même sous le gouvernement démocratique - rend cette lutte compliquée.

Les personnes qui s'identifient comme LGBTQI sont confrontées à des niveaux de discrimination extrêmement élevés, tant dans la loi (qui considère les actes homosexuels comme illégaux) que dans la société du Myanmar. Le harcèlement, le rejet par la famille, la violence et la violence sexuelle sont des expériences courantes pour les personnes qui s'identifient comme LGBTQI. Ces dernières années, des groupes de la Société Civile sont apparus pour s'attaquer directement à cette discrimination, même dans les petites villes.

#### Confinement des suites du COVID-19 :

Les mesures de confinement imposées aux niveaux national et local pour endiguer le COVID-19 ont exposé et exacerbé ces problèmes existants au sein de la société birmane, poussant des milliers de personnes vivant dans les bidonvilles industriels à travers ces lacunes de protection. Lorsqu'une usine décidait de réduire ses effectifs, les femmes étaient les premières à être licenciées. De nombreuses personnes, parmi la main-d'œuvre migrante majoritairement féminine qui travaillait dans les usines textiles, se sont retrouvées soudainement sans emploi, sans congés payés, sans compensation pour la résiliation de leur contrat et sans savoir clairement où et comment elles pourraient retravailler.

Les femmes et les personnes qui s'identifient comme LGBTQI se sont également retrouvées, ainsi que leurs enfants, obligées par les mesures de confinement à rester constamment à la maison avec un partenaire ou un membre de la famille violent. BRM rapporte que les taux de violences domestiques ont doublé dans les bidonvilles. Une tentative de viol a eu lieu dans un centre de quarantaine géré par le gouvernement où les personnes testées positives au COVID-19 étaient obligées de rester.

#### **Comment leurs actions ont contribué à protéger l'espace civique**

BRM a travaillé en coopération avec un réseau d'autres OSC, d'ONG locales et de groupes d'avocats pour protéger et étendre l'espace civique sur les droits de femmes migrantes et des personnes LGBTQI dans les bidonvilles. Cette organisation faisait ce travail depuis 10 ans lorsque la pandémie a commencé, et la situation est soudainement devenue encore plus urgente qu'auparavant.

Entre mars 2020 et le 31 janvier 2021, lors des deux premières vagues de COVID-19 au Myanmar, l'Organisation a :

- Organisé la distribution de nourriture et d'argent liquide aux familles qui ne pouvaient plus subvenir à leurs besoins essentiels parce qu'elles étaient dans l'incapacité de travailler ou après avoir perdu leur travail à cause des confinements ;

- Négocié directement avec les directeurs d'usines et collaboré avec les syndicats pour organiser des manifestations à l'extérieur des usines afin de demander la protection des emplois des femmes et la réintégration des femmes qui avaient été licenciées ;
- Travaillé à la sensibilisation d'un large public à la violence domestique en distribuant des brochures d'information et en diffusant des messages et de courtes représentations soulignant l'illégalité de la violence domestique à la radio et sur Facebook ;
- Informé les femmes de leurs droits en se rendant dans les foyers pour rencontrer les familles et en organisant des séances de sensibilisation avec de petits groupes de femmes. Ces sessions ciblaient particulièrement les femmes qui subissaient actuellement des violences domestiques, dans le but de les aider à comprendre quelles étaient les options qui s'offraient à elles...
- Œuvré pour changer le comportement des hommes en réunissant des hommes connus pour leur comportement violent envers les membres de leurs familles, afin d'explorer et de leur expliquer les droits de leurs épouses, de leurs filles et de leurs nièces ;
- Mis en place une ligne d'assistance téléphonique, fait des publicités à grande échelle à la radio et sur les plateformes en ligne les plus utilisées (Facebook) annonce comme suit :

***"En cette période de pandémie, tout le monde est obligé de rester à la maison, et nous savons que les violences domestiques augmentent rapidement. Nous voudrions vous dire que ce n'est pas légal, et nous sommes des avocats qui peuvent vous aider gratuitement. Vous êtes vraiment les bienvenus pour nous appeler à ce numéro..."***

- organise des séances de conseil en ligne et des sessions de soutien psychosocial ont été proposées aux femmes, dans le but de créer des espaces sûrs où elles pourraient se sentir soulagées et se détendre ;
- réagi à une accusation de viol dans un centre de quarantaine du COVID-19 en sensibilisant les responsables et les bénévoles du centre de quarantaine aux risques de violences sexistes et de violence sexuelle, et en les aidant à créer des systèmes garantissant la protection des droits des personnes séjournant dans les centres de quarantaine ;
- A soutenu les personnes identifiées comme LGBTQI qui travaillaient comme travailleurs du sexe dans les rues des grandes villes en leur proposant des appels de soutien, de l'argent et de la nourriture.

### **Impact de ces activités**

BRM connaît de nombreuses familles qui sont devenues plus heureuses et dans lesquelles les femmes et les filles étaient plus en sécurité après leurs interventions. Les appels et les visites de suivi ont montré que les relations et les attitudes avaient changé au sein des foyers, et les femmes ont déclaré se sentir plus en sécurité.

Des négociations avec les directeurs d'usine et des protestations à l'extérieur des usines ont permis à certaines femmes de retrouver leur emploi.

Aucun autre cas de tentative de viol n'a été signalé dans les centres de quarantaine gérés par le gouvernement après le travail d'éducation et de sensibilisation mené par la coalition.

Il est toutefois difficile de rendre compte en détail de l'impact de ces interventions car les violences domestiques et les violences sexuelles restent des sujets tabous au Myanmar. Les gens sont extrêmement réticents à en parler. L'impact sur les travailleurs du sexe LGBTQI est particulièrement difficile à évaluer, car ces personnes entrent et sortent du cadre de l'organisation.

Ce travail a été réalisé en mettant l'accent sur la réponse urgente, la solidarité et l'action pour répondre aux besoins de base de milliers de personnes - et non sur la planification stratégique, le suivi et l'évaluation. Le fait de travailler en tant que coalition d'OSC et d'ONG locales et nationales, de syndicats et d'avocats bénévoles a permis à BRM d'élargir son champ d'action, mais a également brouillé les pistes en termes d'enregistrement, de suivi et d'évaluation de l'impact.

## **2. Solidarité, menace et espoir depuis le coup d'État militaire du 1er février 2021 Courage et faim des femmes migrantes et des personnes s'identifiant comme LGBTQI**

Depuis le coup d'État du 1er février 2021, au cours duquel les militaires du Myanmar ont pris le pouvoir par la force, évinçant et emprisonnant les membres élus du parlement, la situation des femmes migrantes et des personnes s'identifiant comme LGBTQI dans les bidonvilles est encore plus dangereuse et précaire.

Le COVID-19 et l'instabilité créée par le coup d'État et la réaction internationale à celui-ci (y compris les sanctions et le retrait des entreprises étrangères) ont entraîné la fermeture de plus en plus d'usines. Des milliers de migrants ont perdu leur emploi. Des milliers de travailleurs ont été licenciés, sans recours à un syndicat ou à une aide juridique, sans compensation ni procédure appropriée.

Le gouvernement militaire fait également très peu pour régler la manière dont les usines mettent en œuvre les règles visant à freiner la propagation du COVID-19, et les propriétaires d'usines profitent de cette absence. Des ouvriers d'usine atteints du COVID-19 ont été renvoyés chez eux, puis n'ont pas été payés pour le temps qu'ils sont obligés de passer en quarantaine. Sachant cela, certains travailleurs continuent à travailler malgré les soupçons d'infection, car ils sont les seuls soutiens de famille. Les usines continuent de fonctionner malgré les tests positifs de leurs travailleurs, et le virus se propage donc férocement au sein de cette communauté vulnérable. Comme les syndicats et les groupes de défense des droits étaient à l'avant-garde du MDP, ils se cachent maintenant, et les propriétaires d'usines peuvent faire ce qu'ils veulent sans risquer d'être inquiétés ou devoir rendre des comptes.

Un autre impact de l'énorme perte d'emplois parmi les populations vulnérables est l'augmentation du nombre de travailleurs du sexe, qu'il s'agisse de jeunes femmes ou de personnes LGBTQI. Notre interlocuteur, Aung, nous a confié que si, par le passé, les "courtiers" devaient persuader ou contraindre les gens à travailler pour eux, aujourd'hui, les gens les contactent directement à l'adresse pour tenter de trouver un emploi de travailleur du sexe. Les nouvelles rues de Yangon sont de plus en plus bondées de personnes qui cherchent à gagner leur vie en travaillant dans l'industrie du sexe.

Les femmes et les personnes LGBTQI étaient à l'avant-garde du mouvement massif et non violent de désobéissance civile (CDM) qui a explosé dans tout le Myanmar pour rejeter le coup d'État militaire, jouant des rôles importants de direction et d'organisation dans le CDM. En même temps qu'elles rejetaient le coup d'État militaire, elles ont eu recours à des actions non violentes créatives pour défier courageusement les normes sociétales, en mettant les droits des femmes et les droits

des LGBTQI sous les projecteurs. (Par exemple, elles ont exploité les idées traditionnelles selon lesquelles les vêtements des femmes sont "sales" et "affaiblissent" les hommes en fabriquant des barrières de jupes usagées pour ralentir la police et les soldats. Cela a ralenti leur progression dans un quartier et donner aux manifestants la possibilité de s'échapper)

Les personnes s'identifiant comme LGBTQI étant très visibles au sein de la CDM (des costumes colorés et des drapeaux de fierté étaient souvent présents lors des premières manifestations de masse), en conséquence, beaucoup ont été emprisonnées. Elles ont subi et continuent de subir d'énormes abus sexuels au sein du système carcéral. BRM a raconté des récits de torture sexuelle et de viol de personnes s'identifiant comme LGBTQI aux mains de la police et des soldats, qui ont souvent entraîné de graves maladies physiques et mentales.

La BRM constate également une augmentation continue des violences domestiques dans les bidonvilles. Les femmes n'ont aucune protection dans la situation actuelle, et aucun soutien de la part du gouvernement, des OSC ou des ONG.

Plus dramatique encore, une troisième vague de COVID-19 a balayé le Myanmar à partir de mai 2021, ajoutant une catastrophe de santé publique massive à la crise politique, sociale et économique en cours. Officiellement, le Myanmar a enregistré 491,584 cas de COVID-19, et 18,465 morts. Lorsque cette vague a commencé, les systèmes médicaux étaient en lambeaux. Les médecins et les infirmiers-e-s qui avaient lancé le CDM étaient détenus, morts ou cachés. Les gens n'étaient pas autorisés à organiser des systèmes de bénévolat et de soutien mutuel comme ils l'avaient fait sous le gouvernement de la NLD. Les organisations humanitaires n'ont pas été autorisées à fournir de l'aide. Les hôpitaux n'ont pas accepté les patients du COVID-19. Il n'y avait pas de centres de quarantaine. Les militaires ont détruit des usines produisant de l'oxygène et ont tiré sur des personnes faisant la queue dans la rue pour acheter de l'oxygène. **Réactions au coup d'État militaire**

Un mouvement non violent de désobéissance civile (CDM) a vu le jour peu après le coup d'État. Il s'agissait d'un exemple impressionnant des actions entreprises au Myanmar pour protéger l'espace civique. Des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans tout le pays. Des groupes ethniques et religieux auparavant divisés se sont unis pour protester. Jeunes et vieux, hommes et femmes, hétérosexuels et LGBTQI ont confectionné des banderoles et des costumes colorés, ont scandé, chanté et dansé, ont bloqué des routes et des ambassades et ont conduit des convois de voitures, de motos et de pousse-pousse. Ils ont fait de l'art dans les rues et en ligne, ont peint des rues entières avec des messages pour la communauté internationale, et ont organisé des systèmes impressionnants pour que les gens restent nourris, hydratés et en paix. C'était un moment de grand espoir, d'énergie et de solidarité.

Cependant, la réponse militaire au CDM a été brutale (1178 personnes tuées, 9014 arrêtées) au point que de nombreuses organisations internationales les appellent crimes contre l'humanité et appel à l'intervention.

Le gouvernement d'unité nationale (NUG, le gouvernement élu fantôme) a utilisé des plates-formes en ligne pour publier des déclarations et appeler à une révolution armée nationale des civils contre le gouvernement militaire. Certains membres du CDM ont décidé de se joindre à la lutte contre l'armée. Cela inclut l'adhésion à la Force de défense du peuple (PDF), un mouvement armé national officiel créé par le "gouvernement fantôme" élu (le NUG) dans le but de renverser les militaires. Cela inclut également l'adhésion à des forces locales de défense civile ou de résistance armée pour protéger et combattre les militaires autour de leur domicile ou de leur État.

D'autres ont rejoint des groupes armés ethniques, notamment l'Armée de l'indépendance Kachin et l'Armée de libération nationale Karen. La jeunesse politiquement active des villes a afflué vers ces groupes, recevant une formation au combat et abandonnant leur vie urbaine, les connexions Internet 5G et les modes de vie cosmopolites pour les forêts et les jungles des zones frontalières. Les communautés de travailleurs migrants se sont également défendues contre la répression militaire avec des armes artisanales. De nombreuses vies ont été perdues.

Des attaques ont été menées contre des bâtiments de l'État, et même contre des personnes supposées être associées au gouvernement militaire. Selon le NUG, entre Du 7 octobre au 6 novembre, il y a eu un total de 668 incidents visant les forces militaires du régime et leurs associés, dont 83 attaques de groupes armés ethniques et 207 de forces de résistance civiles, tuant 1 300 soldats militaires.

La violence meurtrière utilisée par le régime contre sa population, largement partagée sur les médias sociaux, entraîne la défection de certains militaires et policiers, souvent avec leurs armes, pour rejoindre la résistance. L'un de ces soldats a déclaré, *"Ça m'a brisé le cœur de voir les militaires frapper, torturer et tuer des jeunes gens - des gens que [nous] étions censés protéger"*.

### **Actions non-violentes pour protéger l'espace civique**

Malgré le coup d'État, la crise humanitaire qu'il engendre et la répression de la Société Civile et des manifestants, la réponse civile est étonnamment courageuse et cohérente.

La protestation non violente prend plusieurs formes :

Boycott : Le mouvement non-violent CMD continue principalement avec une résistance silencieuse mais efficace au régime militaire sous la forme de boycott du gouvernement militaire. Cela comprend des fonctionnaires qui refusent de travailler, des personnes qui refusent de payer leurs factures d'électricité, des personnes qui ne fréquentent pas les écoles publiques et des personnes qui n'acceptent pas les vaccins contre la COVID-19 que le gouvernement militaire distribue. Les gens boycottent également des entreprises, notamment les grandes entreprises de télécommunications et les marques alimentaires populaires (par exemple, la bière Kirin).

Mettre l'élite en lumière et lui faire honte : Une campagne en ligne organisée et efficace a désigné et mis en lumière les personnes et les familles qui bénéficient de leurs relations avec l'armée, en termes de richesse et/ou d'opportunités. La campagne a utilisé des informations et des photos provenant de plateformes de médias sociaux pour enquêter, faire honte et attaquer ces élites à l'échelle nationale, en exigeant qu'elles retirent explicitement leur soutien à l'armée et rejoignent le CMD.

Protestations publiques dans les rues : Il est incroyable de constater que, malgré la menace très réelle de représailles violentes, de petits groupes continuent à manifester publiquement dans les villes du Myanmar (par exemple, cette récente manifestation à Mandalay). Les représailles à l'encontre des manifestants LGBTQI, des minorités ethniques, des membres de syndicats étudiants, des partisans du parti de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) et des non-bouddhistes seraient plus sévères que pour les autres.

Protestation publique en ligne : Les déclarations de protestation, les informations sur la situation, ainsi que les idées et les encouragements sur la manière de poursuivre la résistance non violente sont également largement partagés par des individus et des

groupes via les médias sociaux (par exemple, par un célèbre maquilleur LGBTQI vivant désormais dans la clandestinité et qui compte plus de 790 000 followers).

Plaidoyer auprès de la communauté internationale : Les groupes de la Société Civile et le NUG utilisent des plateformes en ligne pour plaider en faveur d'une attention et d'une action internationales auprès de pays et d'organismes en Asie (par exemple, auprès de l'ANASE) et au niveau international (auprès des Nations unies et des entreprises étrangères ayant des investissements au Myanmar, en particulier celles liées à l'armée, comme Total). Les médias et les journalistes du Myanmar continuent de raconter courageusement leurs histoires, malgré les peines de prison et les mauvais traitements qu'ils subissent s'ils sont pris par les militaires.

### **Activité de la Société Civile pour soutenir la population locale**

En raison de leur rôle de premier plan dans le mouvement CDM, de leurs liens avec le PDF, de leur histoire et de leur objectif de protéger les droits des populations vulnérables, il est désormais extrêmement dangereux d'être manifestement impliqué dans une activité de la société civile, en particulier une activité liée à la protection des droits des civils. Les militaires continuent à procéder à des arrestations de nuit et à détenir des personnes sans charge, à torturer, violer et tuer en toute impunité. Pour les petites organisations comme la BRM, l'espace civique pour fonctionner en toute sérénité est un lointain souvenir. Beaucoup de Birmans se souviennent de la période d' "avant le coup d'État" comme d'une époque de possibilités et de liberté.

Les OSC qui ont essayé de continuer à fournir une aide aux personnes dans le besoin lors de la troisième vague du COVID-19 ont été suspendues et/ou interdites. Certains groupes ont répondu à cette menace avec créativité. Par exemple, les entreprises et les groupes de Yangon qui avaient mis en place la vente de produits alimentaires de base à des prix dérisoires pour les personnes dans le besoin ont répondu à la menace d'arrestation en abandonnant leurs étals et en faisant du porte- à-porte.

D'autres organisations estiment que la menace est trop grande pour pouvoir fonctionner. Notre interlocuteur de BRM déclare que, dans ce contexte de menace, BRM ne peut plus mener à bien ses activités de soutien aux femmes migrantes et aux personnes LGBTQI dans les bidonvilles. Elle ne peut pas leur fournir de l'argent ou de la nourriture, leur donner des conseils, organiser des séances de sensibilisation ou mener des campagnes médiatiques ; c'est beaucoup trop dangereux pour eux. Cette inaction forcée est dévastatrice pour les personnes et les communautés qui connaissent l'ampleur des besoins et savent comment s'organiser efficacement pour y répondre, mais qui ne le peuvent pas en raison de la menace de représailles.

Ce que BRM fait, elle le fait aussi discrètement que possible. Par exemple, elle tente de soutenir les travailleurs du sexe qui sillonnent désormais de nombreuses rues de Yangon en leur fournissant de l'argent et de la nourriture et en s'assurant de leur sécurité de temps à autre. Cette activité est très limitée et très discrète, pour la sécurité des travailleurs de sexe et pour celle des membres de l'OSC.

Malheureusement, l'avenir semble très sombre pour les OSC au Myanmar. Notre interlocuteur, Aung, n'a aucune idée de ce qui attend la BRM et trouve difficile, voire impossible, d'imaginer l'avenir. La situation actuelle exige toute son attention.

### **Quels enseignements pouvons-nous tirer de ces approches pour protéger l'espace civique pendant la pandémie de COVID-19 au Myanmar, avant et après le coup d'État militaire ?**

Cette étude de cas sur l'activité des OSC au Myanmar démontre le pouvoir des petites organisations de la Société Civile à protéger l'espace civique lorsqu'elles

s'unissent à d'autres groupes ayant des intérêts communs, dans cet exemple des syndicats, d'autres OSC et des spécialistes du droit.

Elle démontre l'importance d'utiliser une variété d'approches pour parvenir au changement. Ce groupe a combiné des démonstrations publiques avec des ateliers de changement d'attitude à petite échelle et en profondeur ; des campagnes d'information en ligne et dans la rue utilisant une variété de médias ; et de l'argent, de la nourriture et un soutien psychologique direct pour les personnes en situation de besoin urgent.

Elle démontre que les idées occidentales sur la manière de faire évoluer les choses ne sont pas forcément applicables ailleurs. Certains pourraient penser que dans cette situation, le rôle des avocats serait de protéger les droits des femmes et des personnes LGBTQI en portant des affaires devant les tribunaux. Mais au lieu de cela, ils ont choisi d'apporter des changements par des processus de sensibilisation relativement discrets et informels et par l'influence. Les relations, le respect mutuel et la compréhension étaient peut-être plus importants et plus efficaces dans cette situation pour protéger les droits des personnes dans les centres de quarantaine que l'invocation des principes et des lois internationaux relatifs à l'homme (des concepts peu familiers pour une grande partie de la population du Myanmar).

Cette étude démontre également comment les relations, les systèmes et l'apprentissage acquis par les OSC dans un contexte donné peuvent être utilisés pour répondre à d'autres défis. Les compétences et les connaissances des membres de la BRM, qui avaient travaillé pendant des années à la protection de l'espace civique, leur ont permis de réagir rapidement et efficacement pour soutenir et protéger les femmes migrantes et les personnes LGBTQI dans les bidonvilles lorsque le COVID-19 est arrivé au Myanmar et que des confinements ont été imposés. Ces connaissances, ainsi que les systèmes en place, leur ont servi lors de leur participation à l'organisation de manifestations de masse non violentes contre le coup d'État militaire.

Nous pouvons affirmer que les relations et les connexions ont joué un rôle clé dans la mobilisation efficace de l'énergie civique au Myanmar lors de la crise créée par COVID-19 et le coup d'État, et que ces connexions ont à leur tour été renforcées par ces crises. Les collaborations se sont multipliées entre les OSC, les ONG locales et les ONG internationales. Des dons individuels et collectifs d'argent, de biens et de temps ont été faits aux personnes dans le besoin dans les communautés locales et dans les régions du pays particulièrement touchées. Des manifestations de masse réunissant des centaines de milliers de personnes ont été organisées sous des températures allant jusqu'à 39 degrés centigrades. Toutes ces actions ont nécessité et renforcé la communication, la confiance et les relations entre les OSC et les individus.

Même sous un régime démocratique, les divisions sont restées fortes entre les habitants du Myanmar ayant des identités ethniques et religieuses différentes (exacerbées très délibérément par la propagande et les actions militaires). Bien que ces divisions demeurent, la menace collective de la pandémie et l'énorme et efficace réponse collective de la Société Civile ont encouragé un sentiment de "nous" à travers le Myanmar, différent, revigoré et rempli de fierté pour tout ce qui a été accompli. Ce "nous" a ensuite été renforcé par l'expérience partagée de l'indignation et du rejet furieux qui a suivi le coup d'État, par les manifestations collectives de masse et par la prise de risques et la mobilisation créative contre les militaires.

**D'où viennent la résilience et le courage des habitants du Myanmar impliqués dans ces actions ?**



*"Je dois agir, je ne veux pas retourner dans l'obscurité, à l'époque d'avant la démocratie où nous étions coupés du monde"* est une déclaration souvent entendue parmi les Birmans engagés dans la résistance.

La motivation et la résistance proviennent de sources très diverses : la foi et l'effet apaisant et fortifiant de la prière pour certains ; la conviction des droits de l'homme et de la démocratie pour d'autres ; l'aspiration au progrès et à la modernité, à la liberté de construire un nouveau Myanmar pour d'autres encore. La fureur brute et le refus de se laisser abattre sont un moteur pour certains. La compassion pour ses concitoyens continue de motiver des actions de solidarité et d'entraide sous des formes très diverses.

Il est très difficile de prévoir ce qui se passera ensuite au Myanmar. L'histoire du Myanmar démontre toutefois que malgré les violentes répressions, la résistance de la Société Civile ne disparaîtra pas. Elle peut devenir plus calme ou moins évidente, mais elle ne s'arrêtera pas, quelle que soit la force utilisée contre elle.

Le soutien mutuel est profondément ancré dans la culture et la société du Myanmar. Ce n'est pas la première crise que le peuple du Myanmar a surmontée. La Société Civile du Myanmar continue de faire tout ce qu'elle peut pour protéger l'espace civique. Elle a besoin du soutien - moral et pratique - de la Société Civile internationale pour poursuivre ce qui pourrait être un long combat pour la liberté.